

**MARCHE DE FOURNITURES COURANTES
ET DE SERVICES**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES
(CCP)**

Objet du contrat

PRESTATIONS DE SERVICES D'ASSURANCE

**ASSURANCE « DOMMAGES OUVRAGE » APPLICABLE AUX TRAVAUX
DE CONSTRUCTION DE LA NOUVELLE SOUS-PRÉFECTURE DE
PALAISEAU**

Procédure adaptée en application des Articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants
du Code de la Commande Publique

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	3
ARTICLE 2 – PIÈCES CONTRACTUELLES.....	4
ARTICLE 3 – DURÉE DU MARCHÉ ET DES GARANTIES.....	4
ARTICLE 4 – NATURE DES GARANTIES.....	5
ARTICLE 5 – MONTANT DES GARANTIES.....	5
ARTICLE 6 – FRANCHISE.....	6
ARTICLE 7 – COTISATION ET RÈGLEMENT.....	6
ARTICLE 8 – OBLIGATIONS DES PARTIES.....	8
ARTICLE 9 – SINISTRES.....	9
ARTICLE 10 – RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT.....	10
ARTICLE 11 – PROTECTION DES DONNÉES.....	11
ARTICLE 12 – CONFIDENTIALITÉS.....	11
ARTICLE 13 – MODIFICATIONS EN COURS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	12
ARTICLE 14 – RÉSILIATION.....	12
ARTICLE 15 – RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS.....	12
ARTICLE 16 – DÉROGATIONS AU CCAG-FCS.....	13
ANNEXE 1 – FICHE DE PRÉSENTATION DE L'OPÉRATION.....	14

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet de mettre en place un contrat d'assurance « DOMMAGES OUVRAGE » destiné aux travaux de construction de la nouvelle sous-préfecture de Palaiseau.

L'opération porte sur la nouvelle sous-préfecture de Palaiseau dont l'adresse est la suivante :

20-22 Avenue de la Vauve
91 120 Palaiseau

Cette opération est décrite dans les documents annexes, étant entendu que ceux-ci correspondent à une information destinée à l'appréciation des risques et qu'ils ne constituent pas des dispositions contractuelles. L'assureur a la possibilité de consulter sur place l'ensemble des documents nécessaires à la tarification de son offre.

L'assureur reconnaît avoir une connaissance suffisante du risque présenté par le pouvoir adjudicateur et reçu tous les éléments d'information nécessaires à l'établissement d'un projet de contrat, en adéquation avec les préconisations du présent cahier des charges.

En cas de sinistre, l'assureur renonce à se prévaloir d'une erreur dans la nature et/ou la désignation des risques.

L'assurance s'applique à l'ensemble des travaux liés à cette opération, y compris les ouvrages de terrassement, les VRD, les murs de soutènement et les clôtures et portails (dont le montant des travaux est intégré à l'assiette de cotisation).

1.2 Types de marché

Le marché porte sur des prestations de services.

Il n'est pas alloti, car son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes, en application de l'article L2113-10 du Code de la commande publique.

Le présent marché est régi tant par le Code des assurances que par le présent CCP.

Le marché est réservé aux entreprises d'assurances et personnes habilitées à présenter des opérations d'assurances en vertu des articles L 310-1 et suivants et L 511-1 et suivants du Code des Assurances.

1.3 Procédure de passation

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée en application des dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 du Code de la Commande Publique.

1.4 Forme du marché

Le marché est un accord cadre à émission de bons de commande mono-attributaire en application des articles R2111-1, R2162-1, R2162-2, R2162-3, R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et son annexe ;
- Le présent document cahier des clauses particulières (CCP) et ses éventuels annexes ;
- Les conditions générales et, s'il y a lieu, les conventions spéciales qui seront applicables au contrat objet du marché ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé l'arrêté NOR : ECOM2106868A du 30 mars 2021 (ci-après désigné « CCAG FCS ») ;
- L'offre technique et financière du titulaire ;
- Les éventuels avenants ;
- Les bons de commande.

Les dispositions contenues dans le présent DCE prévalent sur les conditions générales de l'assureur, éventuellement jointes aux offres des candidats. Les conditions générales de l'assureur peuvent cependant venir compléter les dispositions non prévues par le présent CCP.

ARTICLE 3 – DURÉE DU MARCHÉ ET DES GARANTIES

Le marché prend effet à compter de sa notification au titulaire.

La garantie est souscrite pour une durée ferme et cessera ses effets de plein droit dans un délai de 10 ans à compter de la date de réception des travaux.

La garantie de dommages ouvrage prend effet à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement définie à l'article 1792-6 du Code civil. Toutefois, la garantie est acquise :

⇒ Avant réception lorsque, après mise en demeure restée infructueuse, le contrat de louage d'ouvrage conclu avec l'entrepreneur est résilié pour inexécution par celui-ci de ses obligations.

⇒ Après réception et avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement lorsque, après mise en demeure restée infructueuse, l'entrepreneur n'a pas exécuté ses obligations dans le délai fixé lors de la mise en demeure.

⇒ Après réception et avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement pour l'application des garanties « DOMMAGES IMMATÉRIELS »

Elle s'applique pendant une durée de 10 ans suivant la réception des travaux, à la seule exception de la garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement dont la cessation intervient 2 ans après réception des travaux.

ARTICLE 4 – NATURE DES GARANTIES

Le contrat d'assurance dommage ouvrage comprend notamment les éléments ci-après.

- Dommages à l'ouvrage obligatoire ;
- Dommages subis par les éléments d'équipement ;
- Dommages immatériels survenus après réception ;
- Garantie obligatoire de responsabilité décennale des constructeurs non réalisateurs ;
- Responsabilité pour dommages subis par les éléments d'équipement ;.
- Responsabilité pour dommages immatériels survenus après réception

Le titulaire indique dans son offre les franchises qui seront appliquées pour chaque type de sinistre.

Conformément aux clauses-types applicables aux contrats d'assurance de dommages ouvrage telles que mentionnées à l'Annexe II article A243-1 du Code des assurances, la garantie « Dommage-Ouvrage » prévue au présent marché a pour objet de garantir, en dehors de toute recherche de responsabilité, le paiement des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage réalisé ainsi qu'aux ouvrages existants, totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisibles, au sens du II de l'article L. 243-1-1 du Code des assurances.

La garantie couvre les dommages, même résultant d'un vice du sol, de la nature de ceux dont sont responsables les constructeurs, au sens de l'article 1792-1 du Code civil, les fabricants et les importateurs ou le contrôleur technique, et qui notamment :

- Compromettent la solidité des ouvrages constitutifs de l'opération de construction ;
- Affectent les ouvrages dans l'un de leurs éléments constitutifs ou l'un de leurs éléments d'équipement, les rendant impropres à leur destination ;
- Affectent la solidité de l'un des éléments d'équipement indissociables des ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos et de couvert, au sens de l'article 1792-2 du Code civil.

Les travaux de réparation des dommages comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage, éventuellement nécessaires.

ARTICLE 5 – MONTANT DES GARANTIES

Les montants de garantie s'entendent TTC.

Conformément aux clauses-types applicables aux contrats d'assurance de dommages ouvrage telles que mentionnées à l'Annexe II article A243-1 du Code des assurances la garantie couvre le coût de l'ensemble des travaux afférents à la remise en état des ouvrages ou éléments d'équipement de l'opération de construction endommagés à la suite d'un sinistre, ainsi que des ouvrages existants, totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisibles, au sens du II de l'article L. 243-1-1 du Code des assurances.

La garantie devra être accordée suivant le montant ci-après :

Il est convenu que ce montant est revalorisé tout au long de l'application de la garantie pour tenir compte de l'évolution générale des coûts de construction entre la date de souscription du contrat et celle de la réparation du sinistre.

Coût estimatif TTC de l'opération (Honoraires compris) : 12 500 000 euros.

Le coût total de la construction déclaré s'entend de celui résultant du montant définitif des dépenses de l'ensemble des travaux afférents à la réalisation de l'opération de construction, toutes révisions, honoraires, taxes et, s'il y a lieu, travaux supplémentaires compris.

Les garanties au titre du présent marché devront être délivrées à hauteur du coût des travaux de réparation de l'ouvrage TVA incluse.

Sont notamment garantis, en dehors de toute recherche de responsabilité et sur la base de l'article L 242-1 du Code des assurances, le paiement des travaux de réparation des dommages affectant l'ouvrage réalisé (y compris les ouvrages existants incorporés dans l'ouvrage neuf et en deviennent techniquement indivisibles) qui :

- Compromettent la solidité des ouvrages constitutifs de l'opération de construction ;
- Affectent lesdits ouvrages dans l'un de leurs éléments constitutifs ou l'un de leurs éléments d'équipement, les rendant ainsi impropres à leur destination ;
- Affectent la solidité d'un des éléments d'équipement indissociables des ouvrages de viabilité de fondation, d'ossature, de clos ou de couvert au sens de l'article 1792-2 du Code Civil.

ARTICLE 6 – FRANCHISE

Il est entendu que constitue un seul et même sinistre l'ensemble des pertes ou dommages consécutifs à un même événement.

L'ensemble des sinistres liés à la garantie de base « dommage ouvrage » seront réglés sans franchise. En revanche, pour les autres garanties, la franchise sera limitée à 1 000 euros.

ARTICLE 7 – COTISATION ET RÈGLEMENT

7.1 – Contenu de la cotisation

L'unité monétaire de règlement du présent marché est l'euro.

La base de calcul de la cotisation à payer se définit comme le coût prévisionnel de construction de l'ouvrage auquel s'ajoutent les honoraires techniques (honoraires de la maîtrise d'œuvre, du contrôleur technique notamment).

Le coût de la cotisation est déterminé en application des éléments tarifaires figurants dans l'annexe financière de l'acte d'engagement.

Le montant de la cotisation est réputé complet et comprend l'ensemble des charges fiscales, parafiscales, taxes, accessoires, commission de courtage, prime ou autres et plus généralement tous les frais nécessaires à l'exécution du marché, de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse d'ajouter.

Les taux accordés pour le calcul de la cotisation sont fermes et définitifs, non révisables et non actualisables.

7.2 – Variation des prix / Indexation

Sans objet au regard de la nature du marché.

7.3. – Facturation

La facturation de la cotisation due au titre du présent marché est adressée par voie dématérialisée, conformément aux articles L.2192-1 et D.2192-1 et suivants du Code de la commande publique.

La transmission s'effectue au moyen du portail de facturation Chorus Pro, accessible gratuitement via le lien internet suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

La facture sera établie en euro et en un seul exemplaire original.

Sur chaque facture, outre les mentions légales, doit apparaître les indications suivantes :

- le numéro de l'engagement juridique (n°d'EJ chorus qui sera transmis lors de la notification du marché) ;
- l'identification du titulaire (nom ou raison social, adresse, numéro SIREN ou SIRET) ;
- le numéro de compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement ;
- le numéro et la date du marché ;
- la période de l'appel de cotisation ;
- le montant hors TVA de la cotisation, éventuellement ajusté ou remis à jour ;
- le taux et montant de la TVA ;
- les taux de cotisation ;
- le montant total de la cotisation toutes taxes comprises (TTC).

Pour être valable, la facture dématérialisée doit comporter, outre toutes les mentions requises sur la facture papier, notamment :

- ✓ le n° EJ chorus ;
- ✓ le code service exécutant (SE) des dépenses : **FAC7500075** ;
- ✓ le numéro SIRET de l'État : 11000201100044.

7.4 – Paiement

La cotisation calculée sur la base de la situation arrêtée à la date de la consultation, elle sera réglée en une seule fois sur présentation au souscripteur de l'appel de cotisation, portant détail du calcul de la cotisation.

Les paiements seront effectués par virement.

Le délai global de paiement des sommes dues en exécution du contrat est fixé à trente (30) jours maximum comptés à partir de la réception de la facture ou de la date de fin d'exécution de la prestation, si celle-ci lui est postérieure.

NB : En tout état de cause, la date de départ de prise en compte de ce délai peut être prorogée si tous les éléments constitutifs à la mise en paiement des sommes dues ne sont pas réunis.

Le comptable assignataire est :

Direction régionale des finances publiques d'Île-de-France et de Paris
Service SD2D – Dépenses du bloc 1
94, rue Réaumur
75 104 Paris Cedex 02

7.5 – Intérêts moratoires

Le dépassement du délai de paiement contractuel fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire du contrat.

Le retard de paiement donne également lieu de plein droit et sans autre formalité au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à 40 euros. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Le taux des intérêts moratoires applicable au contrat est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

ARTICLE 8 – OBLIGATIONS DES PARTIES

Le titulaire s'oblige à signaler à la personne publique par écrit recommandé avec AR et ce dans le mois qui suit la date de réception définitive des travaux, toute pièce manquante requise par lui et conditionnant la mise en œuvre de la garantie (attestations de responsabilité décennale, procès-verbaux de réception, documents et études diverses).

Le pouvoir adjudicateur s'engage à informer le titulaire dès qu'il en a connaissance par écrit recommandé avec AR, de la date de réception des travaux.

L'administration s'engage à fournir les pièces demandées par le titulaire dans sa proposition et conditionnant la mise en œuvre de la garantie (attestations de responsabilité décennale, procès-verbaux de réception, documents et études diverses).

Le pouvoir adjudicateur s'engage à déclarer au titulaire toutes circonstances nouvelles qui ont pour conséquence, soit d'aggraver les risques, soit d'en créer de nouveaux.

Le pouvoir adjudicateur s'engage à communiquer au titulaire le coût définitif de l'opération dans les 5 jours à compter de la date où le service de la personne publique en charge de la gestion des marchés d'assurances en a eu connaissance.

Le titulaire est soumis à une obligation permanente de conseil (ou d'alerte), il est tenu de signaler tous les éléments qui pourraient compromettre la bonne exécution du marché. Ce devoir est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne serait pas prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Le titulaire doit déclarer sans délai toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

ARTICLE 9 – SINISTRES

Le titulaire désigne la personne en charge de la gestion du marché d'assurance en indiquant ses coordonnées (téléphone, mail, adresse postale) ainsi que l'identité et les coordonnées de la personne chargée de la remplacer en cas d'absence.

Pour la gestion courante du dossier, cette personne est l'interlocutrice privilégiée du pouvoir adjudicateur.

À ce titre elle centralise toute l'information et est chargée de faire le lien avec ses autres collègues et/ou autres services du titulaire.

Dès l'ouverture d'un dossier sinistre, le titulaire s'engage à tenir régulièrement la personne publique informée du déroulement des opérations et du suivi de la réclamation.

La déclaration de sinistre peut sous réserves des indications mentionnées dans l'offre du titulaire être transmise :

- ☒ Par téléphone avec confirmation écrite,
- ☒ Par mail,
- ☒ Par courrier,
- ☒ Le cas échéant dans l'espace personnel dédié à l'assuré sur le site internet de l'assureur ou de son mandataire.

L'assureur adressera à l'assuré un accusé de réception de la déclaration de sinistre.

Le titulaire s'engage à organiser une ou plusieurs réunions de travail entre le pouvoir adjudicateur et les experts et/ou avocats lorsque la bonne gestion du dossier l'exige.

9.1 – Obligations à la charge du pouvoir adjudicateur

- Intervenir pour en limiter les conséquences, en prenant éventuellement toutes mesures conservatoires et préventives en accord avec le titulaire ;
- Le déclarer de manière circonstanciée au titulaire dans les 5 jours suivant la date à laquelle il en a eu connaissance, sauf cas fortuit ou force majeure ;

- La déclaration de sinistre devra comporter au moins les éléments suivants, notamment :
 - Le numéro de la police d'assurance ;
 - Le nom du propriétaire de l'ouvrage objet de la garantie ;
 - L'adresse de la construction endommagée ;
 - La date d'apparition des dommages ainsi que leur description et leur localisation
- Communiquer au titulaire dans les 48 heures toute pièce de procédure reçue par lui ;
- Justifier de l'existence et de la valeur des biens sinistrés.

9.2 – Obligations à la charge du titulaire

- Verser l'indemnité dans les délais et selon la procédure prévue par le Code des Assurances.

9.3 – Expertise

L'expertise sera diligentée dans les conditions prévues par le Code des Assurances et l'article L 114-1 précisant notamment que « toutes actions dérivant d'un contrat d'assurance sont prescrites par deux ans à compter de l'évènement qui y donne naissance ».

Toutefois ce délai ne court :

- En cas de réticence, omission, déclaration fausse ou inexacte sur le risque encouru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance ;
- En cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de la personne publique contre le titulaire a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption, par une action ou citation en justice, commandement ou saisie signifiés à celui que l'on veut empêcher de prescrire, par la désignation d'un expert après sinistre, par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par le titulaire au pouvoir adjudicateur pour paiement d'une cotisation, et par le pouvoir adjudicateur au titulaire pour le paiement de l'indemnité.

ARTICLE 10 – RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT

Le pouvoir adjudicateur dans le cadre de sa politique de développement durable souhaite que ses partenaires adoptent une conduite vertueuse en matière de protection de l'environnement.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre toutes dispositions utiles pour atteindre les performances en matière de protection de l'environnement, notamment :

- Limiter les émissions de gaz à effet de serre par l'optimisation des trajets ;
- Réduire les nuisances sonores et les émissions polluantes lors des opérations de maintenance.

Le titulaire devra identifier et orienter les composants pouvant être réemployés ou recyclés, notamment les métaux, et les plastiques vers des filières agréées.

Le titulaire proposera dans la mesure du possible des procédés respectant l'environnement.

Sauf stipulation contraire dans les documents particuliers du contrat, et lorsque cela n'est pas de nature à contrevenir aux règles sanitaires et d'hygiène, les emballages restent la propriété du titulaire. Celui-ci les collecte en vue de leur recyclage ou de leur réutilisation.

L'exemplarité des administrations publiques passe aussi par la prévention et le tri des déchets. Les administrations sont soumises à l'obligation de tri et de collecte séparée de cinq flux de déchets : les déchets de papier/carton, de plastique, de verre, de métal et de bois. Le titulaire s'adaptera à l'organisation du site pour le traitement des déchets.

Les emballages des matériels, produits et fournitures associés utilisés doivent être évacués sans délai par le titulaire et ses sous-traitants éventuels.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du contrat.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande du pouvoir adjudicateur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

Après chaque intervention, les déchets sont évacués immédiatement aux soins du titulaire.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales fixées par le contrat.

ARTICLE 11 – PROTECTION DES DONNÉES

Dans le cadre de l'exécution du présent marché d'assurance, les données à caractère personnel seront traitées par le titulaire. En tant que responsable de traitement, le titulaire s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, ainsi que la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

ARTICLE 12 – CONFIDENTIALITÉS

Le titulaire qui, soit avant la notification du marché, soit au cours de son exécution, a reçu communication, à titre confidentiel, de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir confidentielle cette communication. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Le titulaire et la personne publique s'engagent, chacun pour sa part à ne pas divulguer toute information confidentielle en provenance de l'autre partie qui pourrait leur parvenir à l'occasion de l'exécution du marché.

ARTICLE 13 – MODIFICATIONS EN COURS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

En application des dispositions de l'article 3.4.2 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du contrat.

Au besoin, le pouvoir adjudicateur établit un certificat administratif qui acte ces changements.

ARTICLE 14 – RÉSILIATION

Sur le fondement des articles 38 à 45 du CCAG de référence, le présent contrat peut être résilié dans les cas suivants, notamment :

- à la demande du titulaire pour des événements liés au marché ;
- en cas de faute du titulaire ;
- en raison de circonstances particulières ;
- pour motif d'intérêt général.

ARTICLE 15 – RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

En cas de litige, le droit français est seul applicable et les tribunaux français seuls compétents.

En cas de difficultés dans l'interprétation ou dans l'exécution du présent contrat, les parties s'efforceront de résoudre ces difficultés à l'amiable et par échange de courriers ou courriels.

Toute difficulté dans l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, qui ne pourrait être surmontée d'un commun accord, sera soumise à la juridiction de droit public, territorialement compétente.

Aucune contestation qui pourrait survenir entre l'administration et le titulaire du contrat ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

Les parties consentent à reconnaître selon la nature du litige la compétence du comité consultatif de règlement amiable des litiges ou celle du Tribunal administratif de Versailles pour tout litige lié à ce contrat.

ARTICLE 16 – DÉROGATIONS AU CCAG-FCS

Toutes les dispositions du CCAG-FCS s'appliquent au présent contrat sauf stipulation dérogatoire prévue dans les clauses particulières du présent cahier.



ANNEXE 1 – FICHE DE PRÉSENTATION DE L'OPÉRATION

Les renseignements ci-après ne peuvent être considérés comme constituant une liste exhaustive des différents éléments constituant l'opération de construction. Ils représentent une base générale d'informations permettant d'apprécier les caractéristiques de l'opération de construction dans ses grandes lignes.

Les assureurs conservent la faculté d'obtenir tous renseignements complémentaires qui leur sembleraient utiles.

1. Objet du marché

Dans le cadre de l'opération de construction de la nouvelle sous-préfecture de Palaiseau, la maîtrise d'ouvrage a décidé de souscrire une assurance dommage ouvrage comprenant la garantie légale DO.

La présente note d'information a pour objet de :

- Décrire l'opération objet du marché d'assurances ;
- De préciser le nom, les coordonnées de l'acheteur, du maître d'ouvrage et ceux des intervenants de la construction avec leurs missions ;
- Indiquer les coordonnées du tribunal administratif en cas de recours.

2. Présentation de l'opération de construction

2.1. Lieu(x) d'exécution du marché :

Nouvelle sous-préfecture de Palaiseau
20-22 Avenue de la Vauve
91 120 Palaiseau

Permis de construire n° PC 0914771940036 délivré le 27/11/2019.

2.2. Nature des travaux à réaliser

☒ Construction neuve (nouveau bâtiment)

La construction est destinée à un usage en propre. Elle bénéficie du Label RT 2012.

2.3. Précisions sur travaux à réaliser (descriptif sommaire)

La construction de la nouvelle sous-préfecture se fait sur le nouveau quartier de l'école polytechnique, formant une partie du nouveau grand Campus Paris Saclay. Elle s'implante à l'entrée de ce nouveau quartier le long du futur métro aérien.

Le Bâtiment tire parti des dénivelés du terrain et du jardin en pente douce pour surélever le niveau d'accès et d'accueil du public de façon à disposer d'un niveau supplémentaire de service au Rez-de-Chaussée, avec les locaux techniques, les archives et autres. Cette disposition permet d'obtenir un bâtiment agencé de

manière efficiente sur trois niveaux, et ce, tout en offrant un parking aménagé de façon économique et discrète au sein du Rez-de-Chaussée.

Le projet consiste en la construction d'un bâtiment sur trois niveaux comprenant 3 zones de fonctionnalités distinctes :

- une zone accessible au public avec espaces d'accueil et espaces GATE / co-working (Niveau rez-de-jardin) ;
- une zone non accessible au public et comprenant les différents services de la sous-préfecture. Cette zone se répartie sur les 3 niveaux du bâtiment. Elle comprend au niveau rez-de-chaussée un parc de stationnement automobile.
- une zone de logement de fonction (niveau R+1).

Les travaux sont à réaliser tous corps d'état y compris travaux d'aménagement des extérieurs.

Le projet est réalisé sans phasage particulier et suivant le délai du planning prévisionnel d'exécution.

2.4. Durée prévisionnelle de l'opération

Le délai initial d'exécution global de l'ensemble des lots était fixé à 18 Mois décomposé comme suit : 2 mois de préparation et 16 mois de travaux.

Date d'ouverture du chantier : 09/09/2022

Date de commencement des travaux sur site : 12/09/2022

Date prévisionnelle de réception des travaux : fin mars 2026

2.5. Le coût prévisionnel de l'opération

Coût prévisionnel TTC : 12 476 811 € TTC

Le coût prévisionnel de l'opération TTC se décompose de la façon suivante :

- Marché de travaux : 9 020 531.08 € TTC
- Honoraires MOE : 734 024.72 € TTC
- Honoraires CT : 20 999.93 € TTC
- Honoraires Coordinateur Sécurité : 28 288.80 € TTC

3. Le maître de l'ouvrage de l'opération

La maîtrise de l'ouvrage est assurée par :

Préfecture de l'Essonne

Boulevard de France

91 010 EVRY-COURCOURONNES

4. Les intervenants à l'opération de construction

4.1. Conduite d'opération

La conduite d'opération est assurée par la Préfecture de Police de paris.

Les coordonnées du service responsable sont les suivantes :

Préfecture de Police

Département construction /Secteur 2
1 bis rue de Lutèce
75 195 PARIS Cedex 4

4.2. MOE

La maîtrise d'œuvre est assurée en externe par un groupement dont le mandataire est MARS ARCHITECTES et les cotraitants sont les sociétés AGENCE LIGNES, AVR, BATISERF INGENIERIE, BET CHOULET, ALTERNATIVE, BMF et IPCS.

MARS ARCHITECTES

226 Rue Saint- Denis
75002 PARIS

Les missions confiées par le maître d'ouvrage à la maîtrise d'œuvre sont les suivantes :

Missions de base :

- Esquisse Plus (ESQ +) phase concours ;
- Avant-projet sommaire (APS) ensuite modifié après notification du présent marché selon les remarques du jury ;
- Avant-projet définitif (APD) ;
- Etudes de projet (PRO) ;
- Assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;
- Examen de conformité - visa (VISA) ;
- Direction de l'exécution du contrat de travaux (DET) ;
- Assistance lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR).

Missions complémentaires :

- Mission d'Ordonnancement Pilotage et Coordination (OPC) ;
- Mission de Sécurité des Systèmes d'Incendie (SSI).

4.3. Contrôle Technique

Le contrôle technique est effectué par :

RISK CONTROL

38 rue de Villiers
92300 Levallois Perret

Les missions confiées par le maître d'ouvrage au contrôleur technique sont les suivantes :

Missions de base :

- ♦ L : Solidité des ouvrages indissociables au bâtiment ;

- ◆ LE : Solidité des existants (au regard des infrastructures enterrées : réseaux secs et fluides) ;
- ◆ AV : vérification des Avoisinants ;
- ◆ PHa : Vérification des exigences d'isolation acoustique dans les bâtiments autres qu'habitation ;
- ◆ P1 : solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés ;
- ◆ SEI : sécurité des personnes dans les constructions ERP ;
- ◆ HAND : Vérification des exigences d'accessibilité des personnes handicapées + HAND Att, ;
- ◆ PS : Sécurité des personnes dans les constructions en cas de Séisme ;
- ◆ TH : Vérification des exigences d'isolation thermique des bâtiments ;
- ◆ F : Fonctionnement des installations relative à la gestion technique des bâtiments ;
- ◆ PV : Récolement des procès-verbaux COPREC des installations technique.

Missions complémentaires :

- ◆ VIEL : relative à la vérification initiale des installations électrique au titre du Code du travail ;
- ◆ CONSUEL : relative à la vérification de la conformité des installations électriques préalablement à la mise sous tension

4.4. Coordination Sécurité et Protection de la Santé

Une coordination en matière de sécurité et de santé (CSPS) est organisée, aux fins de prévenir les risques résultants des interventions simultanées ou successives des entreprises et de prévoir, lorsqu'elles s'imposent l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

Cette mission est confiée à :

SOLUTECH

3 rue René Martrenchar
33 150 Cenon

Le responsable CSPS accomplit la mission pour une opération relevant de la catégorie 2 au sens du Code du travail (Loi n°93-1418 du 31 décembre 1993).

4.5. OPC

La mission OPC est intégrée dans le marché de la MOE.

4.6. Coordination Système de sécurité incendie

La mission SSI (Système de sécurité incendie) est confiée à la MOE.

4.7. Lots de marché de travaux

Les travaux concernent les lots suivants :

Objet	
Lot n°1 : gros œuvre - frais généraux	
Code CPV : 45223220-4	Travaux de gros œuvre
Lot n°2 : étanchéité	

Code CPV : 45261420-4	Travaux d'étanchéification
Lot n°3 : menuiseries extérieurs - serrurerie	
Code CPV : 45421000-4	Travaux de menuiserie
Lot n°4 : cloisons- doublages - faux plafonds	
Code CPV : 45421152-4	Installation de cloisons
Lot n°5 : menuiserie intérieure bois	
Code CPV : 45421000-4	Travaux de menuiserie
Lot n°6 : revêtement de sols souples	
Code CPV : 45432130-4	Travaux de revêtements de sols
Lot n°7 : carrelage faïence	
Code CPV : 45431000-7	Carrelages
Lot n°8 : peinture	
Code CPV : 45442100-8	Travaux de peinture
Lot n°9 : chauffage - ventilation - climatisation - plomberie	
Code CPV : 45331000-6	Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation
Lot n°10 : électricité courants forts /courants faibles	
Code CPV : 45311200-2	Travaux d'installations électriques
Lot n°11 : appareil élévateur	
Code CPV : 45313100-5	Travaux d'installation d'ascenseurs
Lot n°12 : aménagements extérieurs	
Code CPV : 45112700-2	Travaux d'aménagement paysager
Lot n°13 : voirie - réseaux divers	
Code CPV : 45233140-2	Travaux routiers

Les sociétés titulaires des lots c-avants ont satisfait à l'obligation d'assurance instituée par la loi N°78-12 du 4 janvier 1978 pour l'opération de construction objet du présent marché.

5. Dossier technique simplifié

Les pièces communiquées afin de pouvoir apprécier la nature du risque à assurer sont les pièces du dossier de consultation des marchés de travaux et notamment :

- Le dossier de Permis de Construire ;
- Le rapport initial du contrôleur technique (RICT) ;
- Le rapport d'études de sol.

Seront transmis ultérieurement et notamment :

- Le PGC ;
- Les AE, DPGF et attestations d'assurances des titulaires des marchés de travaux.

6. Tribunal compétent en cas de litige

Le Tribunal Administratif compétent est le suivant :

Tribunal administratif de Versailles

56, avenue de Saint Cloud

78 011 Versailles

Courrier électronique (e-mail): greffe.ta-versailles@juradm.fr

Téléphone : +33 139205400

Fax : +33 139205487